

Questions orales

M. Stewart: Par votre intermédiaire, monsieur le Président, l'entente avec la province de l'Ontario. Vous-même, en tant que ministre, représentez cette province.

Des voix: Règlement.

M. Stewart: Soixante-neuf p. 100 de tous les touristes américains et 53 p. 100 de tous les touristes venant d'outre-mer arrivent par l'Ontario. Cet accord se trouve sur le bureau du ministre depuis quatre ans. J'ai demandé à son collègue le ministre du Tourisme, qui visiblement n'a aucune influence au sein du cabinet, pourquoi cette entente ne pouvait pas être signée. L'Ontario est la province la plus importante du Canada pour le tourisme, mais je le répète, le ministre se contente de parler de voitures et de regarder des milliers d'emplois disparaître.

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je suis toujours très content d'avoir l'occasion de répondre à des députés qui se montrent tellement négatifs. Il est particulièrement intéressant de répondre à ce genre de questions. Nous ne nous sommes pas contentés de parler de voitures, monsieur le Président; nous nous sommes démenés pour que plus d'un milliard de dollars soient investis dans l'industrie automobile de l'Ontario.

Des voix: Bravo.

M. Lumley: Je suis convaincu que le premier ministre de l'Ontario analysera très sérieusement les observations du député qui mettent en cause l'importance de l'industrie automobile de l'Ontario.

En outre, monsieur le Président, pour la première fois dans l'histoire du Canada, le secteur touristique est un des principaux secteurs pouvant bénéficier de subventions par l'intermédiaire du nouveau programme PDIR que la Chambre a approuvé à l'unanimité il y a près d'un an.

M. Bussièrès: Il n'était pas là; il dormait.

M. Lumley: Un nombre non négligeable de demandes ont déjà été approuvées. Si le député se plaçait dans une perspective un peu plus positive, je pense qu'il pourrait voir ce qui se passe au lieu de conserver ses œillères.

ON DEMANDE LA SIGNATURE DE L'ENTENTE

M. Ron Stewart (Simcoe-Sud): Monsieur le Président, la nouvelle usine Honda se trouve dans ma circonscription, et j'en suis fier à juste titre.

Des voix: Oh, oh!

M. Stewart: Toutefois, je ne peux supporter de voir un ministre se cacher derrière le PDIR, car pour moi ce sont des foutaises. Il parle de milliards de dollars . . .

M. le Président: A l'ordre. Le député ne semblait pas vouloir poser de question supplémentaire. S'il a une brève question à poser, peut-il le faire dès maintenant?

M. Stewart: J'étais en train. Nous avons un déficit de 3 milliards de dollars pour le tourisme. Le ministre est-il disposé à signer cette entente auxiliaire avec la province de l'Ontario dès demain?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, pour revenir sur le préambule du député, je dois dire qu'il a entendu parler pour la première fois des projets de la société Honda en lisant le journal, contrairement à beaucoup de ses collègues qui méritent un certain crédit. Quand ils ont entendu parler de la possibilité que la société Honda implante une usine au Canada, un grand nombre de ses collègues ont écrit pour demander si nous pourrions la construire dans leur circonscription. Pour sa part, le député ne s'est même pas donné la peine de lever le petit doigt, monsieur le Président.

Des voix: Bravo.

M. Lumley: Le comble, c'est qu'il a demandé la parole à la Chambre une semaine plus tard en vertu de l'article 21 du Règlement, et qu'il n'a même pas mentionné les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour qu'une usine Honda soit construite dans sa circonscription.

Des voix: C'est honteux.

M. Lumley: De plus, sans le programme PDIR, il aurait été impossible d'obtenir au Canada l'usine d'American Motors qui représente 764 millions de dollars d'investissements. C'est ce programme qui a permis au gouvernement du Canada d'offrir l'aide financière nécessaire pour obtenir cette usine.

Des voix: Bravo.

M. Lumley: Enfin, monsieur le Président, nous allons envisager très sérieusement la possibilité de conclure une entente auxiliaire sur le tourisme avec la province de l'Ontario.

* * *

L'ÉNERGIE

LES FRAIS D'ÉLECTRICITÉ À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

M. Tom McMillan (Hillsborough): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Le 25 mai, j'ai demandé au ministre si le gouvernement serait favorable à l'idée d'accorder des subventions énergétiques à l'Île-du-Prince-Édouard compte tenu du fait que les frais d'électricité y sont deux fois plus élevées que dans les autres régions du Canada? Il a répondu de façon totalement négative sous prétexte que l'Île-du-Prince-Édouard a raté l'occasion d'abaisser les frais d'électricité en refusant l'énergie de la centrale nucléaire de Lepreau, au Nouveau-Brunswick. Le ministre a-t-il vu les données publiées par le ministre de l'Énergie de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Fred Driscoll, il y a quelques jours, prouvant que l'énergie de Lepreau aurait été bien plus coûteuse pour l'Île-du-Prince-Édouard que les autres solutions? Sinon, le ministre peut-il se renseigner sur les données de M. Driscoll et étudier la question sous un nouvel angle, à la lumière de ces données?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai déjà parlé de M. Carl Beigie, et je ne voudrais pas être injuste à son égard, mais je tiens à ajouter que, sauf erreur, on lui a demandé de conseiller le parti conservateur en matière de politique. Il a dit que l'économie n'avait jamais été aussi bien depuis 15 ans, et sa déclaration n'en a que plus de poids.